RESUME DES COMMUNICATIONS DES PARTIES PRENANTES **EGYPTE**

En 2022, l'Égypte était classée 166^{ème} au classement de la liberté presse créé par l'organisation Reporters Sans Frontière. L'ONG qualifiant la situation Égyptienne comme « préoccupante ». Les principaux organes d'informations sont contrôlés par le gouvernement, et les forces gouvernementale répriment les manifestations et arrêtent les opposants qu'ils se soient déclarés comme tel ou bien prit pour des opposants. Les journalistes sont aussi arrêtés ou bien contraints à adhérer aux idées du gouvernement

Le rapport sur les libertés de Amnesty International souligne la situation de plus en plus hors de contrôle en Égypte : dans un contexte d'élections, les libertés de réunion, d'expression et d'association sont remises en cause par les autorités locales. La France retient aussi du rapport que les arrestations arbitraires et autres manquements aux droits fondamentaux de l'Homme sont de plus en plus récurrents. La délégation tient à obtenir des réponses quant-aux accusations des discriminations liées au genre et au sexe mit-en lumière dans le rapport. Enfin, les discriminations liées aux religions des populations locales sont souvent réitérées sur les personnes n'étant pas de confession musulmane (majoritaire à 90% dans le pays).

L'ONG HumanRights Watch, développe dans un de ses articles sur l'Égypte l'intensification des recours aux tribunaux contre les activistes et opposants au pouvoir. L'application des lois de 2019 sur les nouvelles restrictions des ONG à la suite des accusations de viols est un sujet sur lequel la délégation française souhaite interroger la délégation Égyptienne. L'article dénonce aussi les « dizaines voire centaines » d'arrestations arbitraires qui ont eu lieu ces derniers mois. Les conditions d'emprisonnements inquiètent la France. Il faut que l'Égypte se justifie quant-aux accusations qui sont dans cet article.

Enfin, les discriminations liées aux religions des populations locales sont souvent réitérées sur les personnes n'étant pas de confession musulmane (majoritaire à 90% dans le pays).

La France espère donc obtenir les réponses à ses questions lors de la session du 7 avril 2022.